

M. Rae: C'est tout simplement étonnant. Parlons de compassion. Je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre. On prévoit que le taux de croissance au Japon en 1980 atteindra près de 10 p. 100 tandis que le taux de croissance au Canada sera moins .75 p. 100 en 1980 d'après l'OCDE.

Le Japon a un budget déficitaire sensiblement plus élevé que celui du Canada en général, parce que ce pays investit dans les industries en vue d'atteindre certains objectifs énoncés dans le rapport de l'OCDE. J'aimerais demander au premier ministre s'il compte présenter un budget prévoyant des investissements productifs dans les secteurs de l'énergie, du logement, des projets de premier établissement et des métiers spécialisés, qui, tout en augmentant temporairement notre déficit, auraient pour effet de stimuler la croissance et d'assurer des emplois aux Canadiens?

● (1125)

M. Trudeau: Madame le Président, nous avons entendu parler des effets des déficits visant à stimuler l'économie. Le député sait fort bien que le pays a déjà accumulé d'énormes déficits. S'il cherche à nous convaincre d'y ajouter, je lui conseillerais tout simplement d'attendre à l'automne alors que le ministre des Finances présentera un budget qui répondra à sa question.

M. Rae: Une dernière question supplémentaire. Hier, le ministre responsable du logement a déclaré que le gouvernement songeait à réduire le programme de services communautaires qui fournit aux villes et villages une aide financière à la construction de services d'infrastructure et autres. De quelle logique cette restriction s'inspire-t-elle alors qu'elle ne peut avoir d'autre effet que d'augmenter le chômage et de réduire l'habileté de nos municipalités à fournir des services à nos citoyens?

M. Trudeau: Toutes les formes de restrictions sont pénibles pour quelqu'un. Hier, dans une réponse à ce sujet, j'ai dit que le gouvernement appliquait des mesures de restrictions mais qu'il ne le faisait pas sur le dos des chômeurs. Le député se porte à la défense des municipalités, qui relèvent des provinces.

Certes, nous avons transféré des sommes d'argent énormes aux provinces et aux municipalités pour divers projets. Mais elles sont en meilleure posture financière que le gouvernement fédéral, et si nous voulons faire preuve de modération, nous devons le faire, du moins en partie, au détriment de ces transferts considérables aux secteurs de compétence provinciale.

LA DÉTÉRIORATION DE LA BALANCE DES COMPTES COURANTS—LA CAUSE

M. John Thomson (Calgary-Sud): Madame le Président, en l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce, je poserai ma question à son suppléant. Selon l'OCDE, le Canada sera le seul des sept grands pays industrialisés à connaître une détérioration de la balance de ses comptes courants au cours de l'année à venir. On s'attend que le déficit de nos comptes courants soit de 7.4 milliards de dollars au cours de cette période.

Questions orales

Pour justifier cela, on se fonde sur la prévision que l'excédent de notre commerce de marchandises, dont le montant annuel est de 5.3 milliards de dollars selon les chiffres du premier semestre de l'année, tombera à 2 milliards et demi de dollars au cours des douze prochains mois.

Le gouvernement souscrit-il à cette prévision déprimante? A quels facteurs le ministre attribue-t-il cette baisse marquée prévue au chapitre de l'excédent de notre commerce de marchandises et quelles mesures envisage-t-il de prendre, de façon urgente, pour redresser la situation?

[Français]

L'hon. Charles Lapointe (ministre d'État (Petites entreprises)): Madame le Président, il est difficile pour quelqu'un d'autre qu'un devin d'être en accord ou non sur des prévisions, qu'elles viennent de quelque source que ce soit. En ce qui concerne les problèmes économiques que connaît le monde occidental à l'heure actuelle, nous sommes à déterminer au sein du gouvernement une stratégie industrielle qui, nous l'espérons, permettra dans l'avenir d'assurer une économie plus saine à l'intérieur de notre pays.

[Traduction]

M. Thomson: Le ministre suppléant est-il d'accord avec l'OCDE pour dire que les États membres doivent poursuivre leurs politiques de restriction fiscale et monétaire afin de contenir les retombées inflationnistes de la secousse pétrolière actuelle et qu'ils doivent à la fois adopter des politiques visant à réduire l'inflation et mettre en valeur leur potentiel de production?

[Français]

M. Lapointe (Charlevoix): Madame le Président, je crois que l'honorable député me demande de déterminer quels seront les principes à la base du prochain budget que présentera le ministre des Finances. Ce n'est pas mon rôle de faire cela.

* * *

[Traduction]

LES FEUX DE FORÊT

LA COOPÉRATION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DANS L'UTILISATION DES INSTALLATIONS

M. Bruce Halliday (Oxford): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement, mais en son absence je la poserai à son secrétaire parlementaire ou à son suppléant.

Étant donné que les récents incendies ont détruit beaucoup d'arbres et qu'il semble que de nouveaux incendies fassent rage, le ministre a-t-il consulté ses homologues provinciaux en vue de collaborer avec eux pour minimiser la perte de cette ressource précieuse? Sait-il qu'une flottille de 12 à 14 avions canadiens équipés pour combattre les incendies a été grossièrement sous-exploitée?

● (1130)

[Français]

L'hon. Yvon Pinard (président du Conseil privé): Madame le Président, en l'absence du ministre, je vais prendre bonne note de la question posée par l'honorable député et m'assurer qu'il obtienne une réponse complète dans les meilleurs délais.